

M. Trudeau: Madame le Président, j'estime qu'il faudrait être stupide pour penser cela.

* * *

LES FORCES ARMÉES CANADIENNES

L'ESSAI DE DÉFOLIANTS CHIMIQUES

M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake): Madame le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. J'ai ici un rapport préparé par l'armée des États-Unis intitulé *Gagetown Report*. On y dit qu'en 1966, nos militaires de la base de Gagetown ont participé, de concert avec l'armée américaine, à l'essai de défolants chimiques, entre autres des agents cancérigènes orange, pourpre et blanc, destinés à être utilisés au Vietnam. Le premier ministre voudrait-il nous dire pourquoi le gouvernement a obstinément refusé d'admettre pendant des années que les forces canadiennes aient participé à ces essais?

● (1125)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je n'ai pas compris un mot de la question. Si le député voulait parler un peu plus lentement et si les députés d'en face veulent bien garder silence, je répondrai à la question.

M. Sargeant: Madame le Président, ma question concerne un rapport de l'armée américaine que j'ai entre les mains, qui s'intitule *Gagetown Report*. On y affirme qu'en 1966, nos militaires de la base de Gagetown au Nouveau-Brunswick, ont participé, de concert avec l'armée américaine, à l'essai de défolants chimiques entre autres les agents orange, pourpre et blanc, trois substances cancérigènes. Le premier ministre voudrait-il nous dire pourquoi pendant des années son gouvernement a obstinément refusé d'admettre que les forces canadiennes aient participé à ces essais?

M. Trudeau: Madame le Président, je ne me rappelle pas tout ce qui s'est passé en 1966. Si le député le permet, je vais prendre note de la question.

Mme le Président: Une question supplémentaire pour le député de Selkirk-Interlake.

M. Sargeant: Madame le Président, je demande ceci au premier ministre: pourquoi a-t-il refusé d'admettre que nous ayons participé d'une façon ou d'une autre à la guerre du Vietnam? Je pense que la réponse n'est pas compliquée, même s'il ne se rappelle pas tout ce qui est arrivé en 1966. Pourquoi a-t-il toujours nié que nous ayons trempé dans cette affaire quand j'ai la preuve entre les mains que nous y avons effectivement été mêlés?

M. Trudeau: Je ne pense pas que nous ayons été mêlés à la guerre du Vietnam de la façon alléguée par le député. S'il y a eu des expériences menées conjointement par les forces canadiennes et américaines, dont je ne suis pas au courant et sous réserve des informations que je pourrais recueillir, je ne peux en conclure que ces expériences avaient trait à la guerre du Vietnam. Il y a bien eu des manœuvres communes avec le NORAD, ainsi qu'avec l'OTAN. Mais je me demande si on peut en déduire que les membres du NORAD de même que

Questions orales

tous les pays de l'OTAN ont participé à la guerre du Vietnam, guerre qui concernait les États-Unis.

L'ESSAI DE DÉFOLIANTS CHIMIQUES—LE CONTRÔLE DES EFFETS

M. Simon de Jong (Regina-Est): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Son ministère a-t-il été informé des essais de Gagetown? S'est-il assuré qu'il n'y avait aucun risque pour la santé de la population du voisinage ou celle du personnel canadien qui a participé à l'opération?

[Français]

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Madame le Président, je ne suis pas au courant du dossier, et je m'enquerrai de tous les détails que nous pourrions trouver.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE

LES TAXES SUR LE PÉTROLE ET LE GAZ NATUREL—LA DÉCLARATION DU MINISTRE CONCERNANT UNE RÉDUCTION ÉVENTUELLE

M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré hier aux bandes indiennes de l'Alberta, qu'il tenterait de trouver des moyens de réduire la taxe de 8 p. 100 à la tête du puits sur le pétrole et la taxe de 30 p. 100 sur le gaz naturel, le ministre des Finances lui a-t-il assuré qu'il pouvait le faire? Le ministre des Finances met-il en place des programmes positifs qui avantageront les Indiens de la région?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je n'ai pas entendu les propos tenus par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Je n'ai pas l'intention de modifier les propositions législatives dont la Chambre a déjà été saisie.

LA PERTE DE REVENUS PAR LES BANDES INDIENNES

M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin): Ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Comme les bandes indiennes risquent de perdre des revenus de plusieurs millions de dollars à cause des recettes provenant du gaz naturel et du pétrole, le ministre a-t-il suffisamment insisté auprès de son collègue des Finances pour lui faire comprendre la gravité du problème? Essait-il de le convaincre d'apporter quelques changements?

L'hon. John C. Munro (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Madame le Président, j'ai rencontré les groupes indiens pour discuter avec eux des répercussions que cette mesure aura sur leurs revenus. Je compte les recevoir de nouveau pour examiner la gravité de ces répercussions. Quelques-unes de leurs craintes ont été dissipées, en ce sens qu'ils croyaient que certains règlements leur feraient du tort alors qu'il n'en est rien. J'ai l'intention de leur accorder une nouvelle audience pour clarifier la situation. Ensuite, je me ferai un plaisir de dire ce qu'il en est au député. Le ministre des Finances est au courant de leurs inquiétudes. Je le répète, nous examinons actuellement si les répercussions seront aussi graves qu'ils le craignent.